ELECTIONS LEGISLATIVES DES 5 ET 12 JUIN 1988

3º CIRCONSCRIPTION DES BOUCHES-DU-RHONE

MAJORITE PRESIDENTIELLE POUR LA FRANCE

Philippe SANMARCO Marie-Arlette CARLOTTI Suppléante

41 ans, marié, père de 3 enfants. Etudes secondaires au Lycée Saint-Charles. Diplômé de Sciences Politiques, licencié en droit, diplômé de l'ENA, Administrateur civil, Officier de réserve.

1978 : Secrétaire Général de la ville de Marseille.

Depuis 1981, Député des Bouches-du-Rhône (Circonscription de Gaston DEFFERRE) réélu en 1986 Adjoint au Maire de Marseille.

Marseille, le 20 mai 1988

Mes Chers Concitoyens,

La dissolution décidée par le Chef de l'Etat va permettre aux électeurs de dégager une majorité pour gouverner la France.

Autour des valeurs de la République, il faut accueillir tous ceux qui veulent trouver de véritables solutions aux problèmes concrets de notre pays. Ce large rassemblement doit permettre de lutter contre l'extrême droite et ceux qui pactisent avec elle au risque de menacer la démocratie.

C'est dans cet esprit que je suis candidat aux élections législatives au cœur même de Marseille. C'est ici que je vis avec ma famille et que je travaille depuis des années. Je connais bien les habitants de nos quartiers et leurs attentes.

En Provence, nous connaissons déjà ceux qui pactisent avec le Front National, le choix est donc clair à Marseille :

- D'un côté, les idées de division, d'exclusion et de repli sur soi qui conduisent au déclin économique et à l'injustice.
- De l'autre, un grand projet de solidarité d'ouverture et de progrès.

Les Marseillais et les Marseillaises doivent savoir que voter pour les candidats (URC) qui sont prêts à se retirer pour le Front National, c'est ouvrir demain les portes de Marseille à M. Le Pen.

Pour l'avenir de Marseille, je vous demande de voter pour ma candidature et celle de ma suppléante, Marie-Arlette CARLOTTI.

Mes Chers Concitoyens,

il nous faut, tous ensemble, réussir la France unie

Philipse Saumor

Votez Philippe SANMARCO

Marseillaises, Marseillais,

MARSEILLE redevient un symbole national.

Les Marseillais ont aujourd'hui la possibilité de relever le défi et de montrer MARSEILLE sous son jour véritable : celui de la capitale européenne de la Méditerranée, ville solidaire, ouverte au monde, aux entreprises et aux technologies du futur.

Ce choix dépend de vous.

Dans chacune des huit circonscriptions de la ville, le Président de la République peut compter sur nos candidats pour lui donner les moyens de poursuivre sa mission et retrouver le vrai sens de MARSEILLE.

Car les enjeux nationaux sont aussi des enjeux locaux : ici, peut-être plus qu'ailleurs.

La solidarité passe par le revenu minimum d'insertion que vient de décider le Gouvernement, par un effort accru pour la Formation et l'Education. Beaucoup de Marseillais en ont besoin, pour s'intégrer dans une société dont il faudra améliorer la qualification, la formation, l'éducation. La solidarité exige aussi une attention particulière pour nos jeunes, nos personnes âgées, les familles, les personnes isolées qui vivent souvent dans la plus grande des solitudes.

Nos entreprises doivent être soutenues et encouragées à créer des emplois durables par des aides à l'investissement, la réduction des prélèvements obligatoires pour les entreprises créatrices d'emplois.

L'Etat et les collectivités locales doivent garder tout leur rôle de régulation de la vie économique et sociale et de protection des plus démunis.

Ces ambitions sont d'autant plus fortes que l'extrême Droite a trompé beaucoup de nos concitoyens qui, sous des formules simplistes, ont pu croire que la démocratie avait fait son temps, que les plus faibles devraient être abandonnés, que la sécurité ne pourrait être assurée que par la ségrégation sociale.

Contre l'intolérance et l'exclusion, MARSEILLE a des affronts à laver et des défis à relever.

RIEN NE POURRA SE FAIRE SANS VOTRE CONCOURS. C'EST POUR RECONCILIER MARSEILLE AVEC SON HISTOIRE ET LA FRANCE AVEC SON DESTIN QUE VOUS CHOISIREZ LES CANDIDATS DE LA REUSSITE DANS LA SOLIDARITE.

VOTEZ POUR LES CANDIDATS DE LA MAJORITE PRESIDENTIELLE POUR LA FRANCE UNIE